

● (1720)

Une voix: Droits miniers.

M. Blackburn: On peut aussi ajouter les droits miniers. De fait, si l'on tient compte de l'inflation, les 300 millions que le gouvernement a généreusement versés au CP équivalent à près de 8.3 milliards de dollars de 1983.

Il y a des années de cela, notre parti a dressé une liste de quêteux en Cadillac et vous pouvez être certains que depuis sa création dans les années 1870 à 1880, le CP n'a cessé de puiser dans les fonds publics. Le gouvernement aujourd'hui cède à une forme plus élaborée de chantage. Si les contribuables, plus particulièrement les agriculteurs de l'Ouest, n'acceptent pas de verser de l'argent au CP, leur dit-on, le réseau ferroviaire de l'Ouest ne sera pas modernisé, les céréales ne circuleront pas de façon plus efficace et plus rapide pour permettre aux producteurs de vendre des produits concurrentiels à l'étranger.

Je le répète, le gouvernement a cédé aux pressions de la compagnie de chemins de fer. Il a d'abord cédé aux pressions de la société qu'il contrôle et possède à part entière, le CN, et il a cédé à ce bastion de la libre entreprise, le CP. Je ne cesserai jamais de m'émerveiller devant la façon dont ces géants du secteur privé sont capables de vanter les mérites de la libre entreprise et de venir réclamer plus d'argent au gouvernement pour les rescaper parce qu'elles ne veulent pas utiliser leurs propres capitaux ni émettre des obligations ou de nouvelles actions ordinaires. Il est tellement plus facile de tendre le chapeau à ceux qui agissent dans les coulisses au niveau fédéral et de prendre l'argent des contribuables.

J'ai parlé en commençant d'un troisième point. Je ne m'excuse nullement de la brièveté de mon intervention. On nous contraint à limiter nos interventions à dix minutes aujourd'hui en imposant la clôture une nouvelle fois. Je faisais allusion à ce qui se passe dans ma propre circonscription où Massey-Ferguson et White Farm Equipment tirent le diable par la queue. White Farm Equipment est dans une situation financière catastrophique, tout comme Massey-Ferguson qui arrive quand même à s'en sortir. Près de 30 p. 100 de toutes les moissonneuses-batteuses et des tracteurs lourds produits à Brantford par Massey-Ferguson et White Farm Equipment sont destinés à l'Ouest...

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre je vous prie.

[Français]

M. Cousineau: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre! L'honorable député de Gatineau (M. Cousineau) invoque le Règlement.

M. Cousineau: Monsieur le Président, l'honorable député a mentionné dans son intervention le fait que c'était une question de clôture, qu'il n'avait que 10 minutes pour prononcer son discours. J'aimerais lui dire que c'est à cause du Règlement, et non pas à cause de cette deuxième lecture.

Transport du grain de l'Ouest—Loi

[Traduction]

M. Blackburn: Monsieur le Président, je remercie le député de me corriger. Je me suis trompé. C'est lui qui a raison. Mais il n'y a pas de doute qu'on nous imposera bientôt la clôture.

Je disais, monsieur le Président, que dans ma circonscription où sont établies Massey-Ferguson et White Farm Equipment, nous constatons que l'industrie de l'outillage agricole et la communauté agricole sont inextricablement tributaires l'une de l'autre. Les recettes agricoles fléchissent. Elles ont considérablement diminué au cours des trois ou quatre dernières années. On prévoit que le revenu net agricole diminuera encore de 14 p. 100 en 1983. Environ 30 p. 100 de toutes les moissonneuses-batteuses et des gros tracteurs construits par ces deux compagnies de Brantford sont expédiés dans l'Ouest. Les 70 p. 100 restants sont acheminés vers l'ouest des États-Unis.

Jusqu'où peut-on encore alourdir la charge qui retombe sur ces sociétés et les travailleurs qui ont été mis à pied directement à cause de la politique du gouvernement fédéral? A titre d'exemple, les chiffres des producteurs de l'Ouest révèlent qu'en 1990 les coûts des céréaliculteurs de l'Ouest vont être cinq fois plus élevés qu'ils ne le sont maintenant en vertu des tarifs du Nid-de-Corbeau. En 1995, les frais des producteurs de céréales de l'Ouest seront huit fois et demie ce qu'ils sont aujourd'hui et en l'an 2000, ils auront augmenté de douze fois et demie.

A Brantford, 1,200 travailleurs de White Farm Equipment sont en mise à pied prolongée parce que, comme je le disais tout à l'heure, la société éprouve des difficultés financières extrêmement graves. Massey-Ferguson a aussi mis à pied 1,500 employés. Toutes les autres sociétés du centre du Canada, de l'Ouest, de Winnipeg ou d'ailleurs qui produisent des machines agricoles sont dans une situation précaire. Le gouvernement fédéral, en abolissant le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, ne fera qu'augmenter les coûts de production des agriculteurs de l'Ouest. L'agriculteur n'aura que plus de difficulté à acheter des machines et à embaucher de la main-d'œuvre.

Cette mesure n'est pas catastrophique uniquement pour les céréaliculteurs de l'Ouest. Elle aura des conséquences financières et économiques néfastes sur le secteur de l'outillage agricole.

Je vois que mon temps de parole est épuisé, monsieur le Président. Je vous remercie de m'avoir accordé quelques secondes de plus.

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, je siège ici non seulement en tant que représentant de l'Ouest, mais également à titre de député de l'une des villes de cette région, Calgary. Aucune ville du Canada n'a peut-être été aussi rapidement et durement touchée par la politique gouvernementale au cours des 18 derniers mois. Il y a un an et demi, le taux d'inoccupation se situait à 0.2 p. 100. A l'heure actuelle, il est le plus élevé au Canada, s'établissant à plus de 12 p. 100, et ce, directement à cause de la politique du gouvernement fédéral et plus particulièrement du Programme énergétique national.